

Rapport financier 2015 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Rosemère

Code géographique : 73020

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Stéphane Dubé _____, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Rosemère _____ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

Signature _____

Date

2016-05-16 _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés



Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Rosemère

Raymond Chabot Grant Thornton
S.E.N.C.R.L.
Bureau 300
Les Tours Triomphe
2500, boul. Daniel-Johnson
Laval (Québec) H7T 2P6

Téléphone : 514 382-0270
Télécopieur : 514 875-9797
www.rcgt.com

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Rosemère et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015 et l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Rosemère et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2015 ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Rosemère inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Raymond Chabot Grant Thornton, S.E. N.C. R. L.

Laval

Le 16 mai 2016

¹ CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A119220

Organisme Rosemère

Code géographique 73020

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalisations 2014	Budget 2015	Réalisations 2015			Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	21 729 862	22 967 500	23 046 473		23 046 473
Compensations tenant lieu de taxes	2	526 429	490 900	575 517		575 517
Quotes-parts	3				7 103 388	
Transferts	4	579 780	490 000	536 360	2 313 604	2 849 964
Services rendus	5	2 643 645	2 047 100	1 934 888	2 294 434	4 095 025
Imposition de droits	6	982 604	1 005 800	1 319 705		1 319 705
Amendes et pénalités	7	779 208	704 400	840 323	819 865	1 660 188
Intérêts	8	207 819	151 000	240 042	15 897	255 939
Autres revenus	9	98 866		200 936	20 772	221 709
	10	27 548 213	27 856 700	28 694 244	12 567 960	34 024 520
Investissement						
Taxes	11					
Quotes-parts	12					
Transferts	13	670 630	1 364 000	481 120	46 067	527 187
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	14	45 200				
Autres	15					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					
	17	715 830	1 364 000	481 120	46 067	527 187
	18	28 264 043	29 220 700	29 175 364	12 614 027	34 551 707
Charges						
Administration générale	19	3 568 769	3 613 500	3 757 397	585	3 905 781
Sécurité publique	20	5 960 353	6 311 300	6 260 296	5 020 885	7 476 131
Transport	21	5 424 924	6 416 400	5 702 215	7 190 544	11 905 099
Hygiène du milieu	22	4 917 835	5 343 400	5 203 407	1 409 856	1 121 811
Santé et bien-être	23	193 847	218 700	218 583		218 583
Aménagement, urbanisme et développement	24	604 373	661 300	569 235	21 812	591 047
Loisirs et culture	25	3 471 936	3 715 400	3 512 214	631 745	4 143 959
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	863 849	1 006 200	802 879	179 639	982 518
Amortissement des immobilisations	28	3 640 430	3 626 400	3 639 996 (3 639 996)	
	29	28 646 316	30 912 600	29 666 222	13 513 464	35 942 002
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(382 273)	(1 691 900)	(490 858)	(899 437)	(1 390 295)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalisations 2014	Budget 2015		Réalisations 2015		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1 (382 273)	(1 691 900)	(490 858)	(899 437)	(1 390 295)	
Moins: revenus d'investissement	2 (715 830)	(1 364 000)	(481 120)	(46 067)	(527 187)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3 (1 098 103)	(3 055 900)	(971 978)	(945 504)	(1 917 482)	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4 3 640 430	3 626 400	3 639 996	447 627	4 087 623	
Produit de cession	5		99 543	298	99 841	
(Gain) perte sur cession	6		(99 543)	(298)	(99 841)	
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8 3 640 430	3 626 400	3 639 996	447 627	4 087 623	
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9		7 600		7 600	
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11		7 600		7 600	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Remboursement ou produit de cession	12 65 004		16 936		16 936	
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			2 070	2 070	
	15 65 004		16 936	2 070	19 006	
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16 138 650	103 900	102 817		102 817	
Remboursement de la dette à long terme	17 (1 983 291)	(2 103 900)	(2 297 592)	(104 875)	(2 402 467)	
	18 (1 844 641)	(2 000 000)	(2 194 775)	(104 875)	(2 299 650)	
Affectations						
Activités d'investissement	19 (186 420)	(27 100)	(60 568)	(37 195)	(97 763)	
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20 938 900	1 644 400		108 593	108 593	
Excédent de fonctionnement affecté	21 (893 000)		220 800		220 800	
Réserves financières et fonds réservés	22 (279 675)	(187 800)	(109 246)	748 751	639 505	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23 (26 000)		(26 000)	(18 097)	(44 097)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25 (446 195)	1 429 500	24 986	802 052	827 038	
	26 1 414 598	3 055 900	1 494 743	1 146 874	2 641 617	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27 316 495		522 765	201 370	724 135	

☞ 1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalisations 2014	Budget 2015	Réalisations 2015		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1 715 830	1 364 000	481 120	46 067	527 187
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2 (12 378) (55 000) (35 261) () (35 261)				
Sécurité publique	3 (33 703) (150 000) (14 970) (149 256) (164 226)				
Transport	4 (1 148 175) (5 703 000) (2 951 780) (28 132) (2 979 912)				
Hygiène du milieu	5 (1 757 318) (226 000) (959 580) () (959 580)				
Santé et bien-être	6 () () () () () ()				
Aménagement, urbanisme et développement	7 () () () () () ()				
Loisirs et culture	8 (105 768) (44 400) (16 415) () (16 415)				
Réseau d'électricité	9 () () () () () ()				
	10 (3 057 342) (6 178 400) (3 978 006) (177 388) (4 155 394)				
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11 () () () () () ()				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	12 (26 965) () (32 668) (2 649) (35 317)				
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13 3 116 914		1 341 249	189 852	1 531 101
Affectations					
Activités de fonctionnement	14 186 420	27 100	60 568	37 195	97 763
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15 378 500		(437 063)		(437 063)
Excédent de fonctionnement affecté	16 470 000				
Réserves financières et fonds réservés	17 286 648		293 300		293 300
	18 1 321 568	27 100	(83 195)	37 195	(46 000)
	19 1 354 175	(6 151 300)	(2 752 620)	47 010	(2 705 610)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20 2 070 005	(4 787 300)	(2 271 500)	93 077	(2 178 423)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalisations 2014	Budget 2015		Réalisations 2015	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(382 273)	(1 691 900)	(490 858)	(899 437)	(1 390 295)
Variation des immobilisations						
Acquisition	2	(3 057 342)	(6 178 400)	(3 978 006)	(177 388)	(4 155 394)
Produit de cession	3			99 543	298	99 841
Amortissement	4	3 640 430	3 626 400	3 639 996	447 627	4 087 623
(Gain) perte sur cession	5			(99 543)	(298)	(99 841)
Réduction de valeur / Reclassement	6					
	7	583 088	(2 552 000)	(338 010)	270 239	(67 771)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			7 600		7 600
Variation des stocks de fournitures	9	(48 298)		1 371		1 371
Variation des autres actifs non financiers	10	(184 414)		143 151	186 323	329 474
	11	(232 712)		152 122	186 323	338 445
	12	(31 897)	(4 243 900)	(676 746)	(442 875)	(1 119 621)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13					
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(31 897)	(4 243 900)	(676 746)	(442 875)	(1 119 621)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(16 021 728)		(16 053 625)	362 322	(15 691 303)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16					
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(16 021 728)		(16 053 625)	362 322	(15 691 303)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(16 053 625)		(16 730 371)	(80 553)	(16 810 924)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2014	2015		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
ACTIFS FINANCIERS				
Encaisse	1	1 473 986	627 630	1 489 291
Placements temporaires	2	4 032 865	3 568 340	3 568 340
Débiteurs (note 5)	3	8 531 340	8 817 291	2 637 377
Prêts (note 6)	4			
Placements de portefeuille (note 7)	5	129 504	145 313	309 642
Participations dans des entreprises municipales	6			
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7			
Autres actifs financiers (note 9)	8			
	9	14 167 695	13 158 574	4 436 310
				17 346 219
PASSIFS				
Découvert bancaire	10			
Emprunts temporaires (note 10)	11		129 470	129 470
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	3 924 599	4 092 762	1 347 162
Revenus reportés (note 12)	13	24 841	42 497	29 366
Dette à long terme (note 13)	14	25 973 880	25 359 686	2 472 701
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	298 000	394 000	538 164
	16	30 221 320	29 888 945	4 516 863
				34 157 143
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(16 053 625)	(16 730 371)	(80 553)
				(16 810 924)
ACTIFS NON FINANCIERS				
Immobilisations (note 15)	18	73 215 554	73 553 564	5 542 022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	797 202	789 602	789 602
Stocks de fournitures	20	358 011	356 640	356 640
Autres actifs non financiers (note 17)	21	245 063	101 912	62 123
	22	74 615 830	74 801 718	5 604 145
				80 405 863
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	1 155 448	2 115 276	756 850
Excédent de fonctionnement affecté	24	1 692 400	1 471 600	234 185
Réserves financières et fonds réservés	25	2 010 984	2 139 933	521
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(634 000)	(608 000)	(403 576)
Financement des investissements en cours	27	1 840 365	(744 215)	29 605
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	52 497 008	53 696 753	4 906 007
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29			
	30	58 562 205	58 071 347	5 523 592
				63 594 939

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalisations 2014		Réalisations 2015		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(382 273)	(490 858)	(899 437)	(1 390 295)
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	3 640 430	3 639 996	447 627	4 087 623
Autres					
- Gain sur disposition d'immobil	3		(99 543)	(298)	(99 841)
	4				
	5	3 258 157	3 049 595	(452 108)	2 597 487
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	1 317 766	(512 547)	896 634	384 087
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(333 336)	394 759	150 865	545 624
Revenus reportés	9	1 922	17 579	11 601	29 180
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	88 000	96 000	(12 005)	83 995
Propriétés destinées à la revente	11		7 600		7 600
Stocks de fournitures	12	(48 298)	1 371		1 371
Autres actifs non financiers	13	(184 414)	143 151	186 322	329 473
	14	4 099 797	3 197 508	781 309	3 978 817
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15	(3 057 342)	(3 978 006)	(177 388)	(4 155 394)
Produit de cession	16		99 543	298	99 841
	17	(3 057 342)	(3 878 463)	(177 090)	(4 055 553)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18	(26 965)	(32 668)	(2 649)	(35 317)
Remboursement ou cession	19	65 004	16 936		16 936
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20	()	()	()	()
Cession	21				
Variation nette des placements temporaires	22			376 627	376 627
	23	38 039	(15 732)	373 978	358 246
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	24	10 861 000	7 666 000	607 394	8 273 394
Remboursement de la dette à long terme	25	(8 286 300)	(8 266 400)	(953 749)	(9 220 149)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(1 050 019)		7 260	7 260
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(41 690)	(13 794)	1 135	(12 659)
Autres					
	28				
	29				
	30	1 482 991	(614 194)	(337 960)	(952 154)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
	31	2 563 485	(1 310 881)	640 237	(670 644)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
	32	2 943 366	5 506 851	849 054	6 355 905
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)					
	33	5 506 851	4 195 970	1 489 291	5 685 261

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalisations 2014	Budget 2015	Administration municipale	Réalisations 2015	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale				
Rémunération	1	7 194 142	7 500 300	7 364 610	3 595 367	10 959 977
Charges sociales	2	1 987 153	2 218 100	2 065 683	1 007 401	3 073 084
Biens et services	3	7 929 652	8 513 700	8 238 826	8 188 023	16 292 732
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	660 889	807 300	620 856	16 180	637 036
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6				58 615	58 615
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	202 960	198 900	182 023	104 844	286 867
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	6 254 242	7 191 300	6 696 965		(406 602)
Autres	10					
Autres organismes	11	776 848	856 600	857 263	23 094	880 357
Amortissement des immobilisations	12	3 640 430	3 626 400	3 639 996	447 627	4 087 623
Autres						
- Crédences douteuses/réclamation	13				72 313	72 313
-	14					
-	15					
	16	28 646 316	30 912 600	29 666 222	13 513 464	35 942 002

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalisations	
		2015	2014
Revenus			
Taxes	1	23 046 473	21 729 862
Compensations tenant lieu de taxes	2	575 517	526 429
Quotes-parts	3		3 276
Transferts	4	3 377 151	2 720 324
Services rendus	5	4 095 025	3 907 927
Imposition de droits	6	1 319 705	982 604
Amendes et pénalités	7	1 660 188	1 605 183
Intérêts	8	255 939	229 764
Autres revenus	9	221 709	155 967
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		
	11	34 551 707	31 861 336
Charges			
Administration générale	12	3 905 781	3 719 129
Sécurité publique	13	7 476 131	7 004 676
Transport	14	11 905 099	9 337 336
Hygiène du milieu	15	6 718 884	6 329 654
Santé et bien-être	16	218 583	193 847
Aménagement, urbanisme et développement	17	591 047	631 104
Loisirs et culture	18	4 143 959	4 140 282
Réseau d'électricité	19		
Frais de financement	20	982 518	1 098 646
	21	35 942 002	32 454 674
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(1 390 295)	(593 338)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23	64 985 234	65 558 409
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		20 163
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25	64 985 234	65 578 572
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26	63 594 939	64 985 234

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalisations	
		2015	2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 390 295)	(593 338)
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(4 155 394)	(3 277 564)
Produit de cession	3	99 841	2 018
Amortissement	4	4 087 623	4 090 201
(Gain) perte sur cession	5	(99 841)	(2 018)
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	(67 771)	812 637
Variation des propriétés destinées à la revente	8	7 600	
Variation des stocks de fournitures	9	1 371	(48 298)
Variation des autres actifs non financiers	10	329 474	(413 755)
	11	338 445	(462 053)
	12	(1 119 621)	(242 754)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(1 119 621)	(242 754)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(15 691 303)	(15 457 872)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16		9 323
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(15 691 303)	(15 448 549)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(16 810 924)	(15 691 303)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1	2 116 921
Placements temporaires	2	3 568 340
Débiteurs (note 5)	3	11 206 003
Prêts (note 6)	4	454 955
Placements de portefeuille (note 7)	5	511 167
Participations dans des entreprises municipales	6	Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)
Autres actifs financiers (note 9)	7	17 346 219
	8	19 007 782
	9	
PASSIFS		
Découvert bancaire	10	Emprunts temporaires (note 10)
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	129 470
Revenus reportés (note 12)	12	5 191 259
Dette à long terme (note 13)	13	71 863
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	27 832 387
	15	932 164
	16	34 157 143
		34 699 085
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(16 810 924)
		(15 691 303)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 15)	18	79 095 586
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	789 602
Stocks de fournitures	20	356 640
Autres actifs non financiers (note 17)	21	164 035
	22	80 405 863
		80 676 537
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	63 594 939
		64 985 234

Obligations contractuelles (note 18)
Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de l'exercice	1 (1 390 295)	(593 338)
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement	2 4 087 623	4 090 201
Autres		
- Cession d'immobilisation	3 (99 841)	(2 018)
- Variation taux solde début	4 21 294	
	5 2 597 487	3 516 139
Variation nette des éléments hors caisse		
Débiteurs	6 384 087	1 323 582
Autres actifs financiers	7	
Créditeurs et charges à payer	8 545 624	(186 788)
Revenus reportés	9 29 180	(22 565)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10 83 995	109 744
Propriétés destinées à la revente	11 7 600	
Stocks de fournitures	12 1 371	(48 298)
Autres actifs non financiers	13 329 473	(413 755)
	14 3 978 817	4 278 059
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition	15 (4 155 394)	(3 277 564)
Produit de cession	16 99 841	2 018
	17 (4 055 553)	(3 275 546)
Activités de placement		
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales		
Émission ou acquisition	18 (35 317)	(28 927)
Remboursement ou cession	19 16 936	64 845
Autres placements de portefeuille		
Acquisition	20 ()	()
Cession	21	
Variation nette des placements temporaires	22 376 627	
	23 358 246	35 918
Activités de financement (note 23)		
Émission de dettes à long terme	24 8 273 394	4 944 726
Remboursement de la dette à long terme	25 (9 220 149)	(2 845 313)
Variation nette des emprunts temporaires	26 7 260	(927 809)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27 (12 659)	(36 113)
Autres		
-	28	
-	29	
	30 (952 154)	1 135 491
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		
équivalents de trésorerie	31 (670 644)	2 173 922
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32 6 355 905	4 181 983
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33 5 685 261	6 355 905

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Rosemère est un organisme municipal existant en vertu de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait ligne par ligne, après l'élimination des transactions interorganismes et des soldes réciproques. La Ville participe aux partenariats suivants :

Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et de Lorraine (R.I.A.E.R.L.) :

% de quote-part pour les activités de l'exercice 2015 : 63,82 %
% de quote-part pour les activités cumulatives à la fin de l'exercice 2015 en incluant les exercices antérieurs : 58,66 %
% de quote-part pour les activités cumulatives à la fin de l'exercice 2014 en incluant les exercices antérieurs : 58,66 %

Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville :

% de quote-part pour les activités de l'exercice 2015 : 23,08 %
% de quote-part pour les activités cumulatives à la fin de l'exercice 2015 en incluant les exercices antérieurs : 22,39 %
% de quote-part pour les activités cumulatives à la fin de l'exercice 2014 en incluant les exercices antérieurs : 22,65 %

Conseil intermunicipal de transport Laurentides :

% de quote-part pour les activités de l'exercice 2015 : 8,15 %
% de quote-part pour les activités cumulatives à la fin de l'exercice 2015 en incluant les exercices antérieurs : 6,05 %
% de quote-part pour les activités cumulatives à la fin de l'exercice 2014 en incluant les exercices antérieurs : 6,05 %

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

RÉGIE INTERMUNICIPALE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX DE ROSEMÈRE ET DE LORRAINE (R.I.A.E.R.L.)

La Ville de Rosemère opère la station d'épuration des eaux usées de la R.I.A.E.R.L. en contrepartie les revenus de services rendus incluent des honoraires d'administration de 12 % représentant une somme de 126 744 \$ en 2015.

Les Villes de Rosemère et de Lorraine se partagent le contrôle et l'administration de la Régie en parts égales.

La Ville de Rosemère a payé également à la Régie un montant de 49 140 \$ pour le traitement des boues de la centrale d'eau potable.

La partie de la dette nette attribuable à Rosemère équivaut à 222 365 \$. Le solde débiteur net interorganismes est de 349 050 \$ à la date du bilan. Il n'y a pas d'engagement contractuel ni d'éventualité.

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE THÉRÈSE-DE BLAINVILLE

La Ville de Rosemère a versé en 2015 une somme de 4 042 427 \$ à la Régie intermunicipale de police Thérèse-de Blainville concernant sa quote-part au budget 2015 (23 % en 2014). La quote-part de Rosemère pour 2015 est de 23,08 %. De plus, une somme de 183 292 \$ est enregistrée dans les revenus de la Ville pour reconnaître des services rendus à la Régie au niveau de l'entretien et des réparations de véhicules de police et de la location d'un immeuble. Le solde débiteur net interorganismes est de 26 189 \$ à la date du bilan. La quote-part de la Ville de Rosemère dans la dette de la Régie de police est de 246 704 \$ au 31 décembre 2015.

ORGANISMES SUPRAMUNICIPAUX

En 2015, des quotes-parts ou contributions ont été versées aux organismes supramunicipaux suivants :

CMM : Orientation du développement de la Métropole 428 594 \$

MRC : Thérèse-De Blainville : Contribution pour le fonctionnement de la MRC et pour les fins de développement économique 114 018 \$

CIT : Laurentides : Transport collectif et ajustement de c/p de 1 535 227 \$

AMT : Développement du réseau de transport en commun 242 820 \$

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Rosemère, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

Contestation des revenus

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

La Ville utilise la méthode de la comptabilité d'exercice, selon laquelle les revenus et les charges sont reconnus au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les transactions.

Les revenus et charges sont comptabilisés selon les critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;
- Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;
- Les taxes et paiement tenant lieu de taxes, concernant les modifications des rôles d'évaluation, sont comptabilisés lors de l'émission des certificats de l'évaluateur;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission de contraventions;
- Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;
- Les quotes-parts sont constatés lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

C) Actifs financiers

S.O.

D) Passifs

S.O.

E) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures :	40 ans
Bâtiments :	40 ans
Améliorations locatives :	3 - 10 ans
Véhicules :	5 - 15 ans
Ameublement et équipement de bureau :	4 - 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers :	5 - 20 ans

L'amortissement est porté en réduction de l'investissement net dans les éléments d'actifs à long terme.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette,

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

F) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfait et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquentes relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la municipalité sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

évalués en date du 31 décembre 2015 selon la méthode suivante : valeur marchande pour le volet courant et valeur lissée 3 ans pour le volet antérieur.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes, capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur pour fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :
- pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes non capitalisés, ce déficit n'est pas amorti;
- pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
- pour l'excédent de la dépense de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : cet excédent n'est pas amorti.

I) Instruments financiers

S/O

J) Autres éléments

PLACEMENTS TEMPORAIRES

Les placements temporaires sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

Au 31 décembre 2015, ces placements sont investis dans un compte épargne à taux d'intérêt élevé (0,85 %) et en certificat de placement garanti (1,21%). Au 31 décembre 2014, ces placements étaient investis dans un compte d'épargne à taux d'intérêt élevé de 1,05%.

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état consolidé des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possibles, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode consolidée sur la durée des emprunts correspondants.

3. Modification de méthodes comptables
s/o

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
4. Encaisse et placements affectés		
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :		
Encaisse	1	1 837
Placements temporaires	2	
Placements de portefeuille	3	375 100
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	4	1 347 289
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	838
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	7 724 248
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	449 043
Organismes municipaux	8	754 040
Autres		
- Intérêts courus	9	476 619
- Autres	10	453 926
	11	11 206 003
		11 838 754
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	6 581 644
Organismes municipaux	13	
Autres tiers	14	4 162
	15	6 585 806
		6 808 227
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	143 122
Note		261 541
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	17	
Prêts à un fonds d'investissement	18	
Autres		
-	19	
-	20	
	21	
Note		
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	22	152 455
Autres placements	23	302 500
	24	454 955
Note		511 167

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(452 164)	(421 169)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(480 000)	(427 000)
	27	<u>(932 164)</u>	<u>(848 169)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	1 351 288	1 371 280
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	60 000	51 000
Régimes à cotisations déterminées	30	7 285	6 940
Autres régimes (REER et autres)	31	1 465	2 255
Régimes de retraite des élus municipaux	32	<u>1 420 038</u>	<u>1 431 475</u>
	33		
Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.			
Note			
9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	34	34
Autres	35	35	35
	36		
Note			
10. Emprunts temporaires			
11. Créditeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	1 693 761	1 651 909
Salaires et avantages sociaux	38	1 469 889	1 075 289
Dépôts et retenues de garantie	39	1 265 674	1 268 849
Provision pour contestations d'évaluation	40	40	40
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	41	41
Frais d'assainissement des sites contaminés	42	42	42
Autres			
- Gouv. Québec	43	92 394	123 011
- Gouv. Canada	44	998	4 002
- Organismes municipaux	45	449 074	291 427
- Intérêts courus	46	98 368	106 225
- Autres courus	47	121 101	373 588
	48	<u>5 191 259</u>	<u>4 894 300</u>
Note			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	49	49	49
Transferts	50	21 433	6 886
Autres			
- Act. récréatives	51	27 547	24 841
- Allocations de l'AMT et autre	52	22 883	10 879
	53	<u>71 863</u>	<u>42 606</u>
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

					2015	2014
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt de à				Échéance de à	
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,85	2,87	2016	2022	54	28 062 603
Obligations et billets en monnaies étrangères					55	
Gains (pertes) de change reportés					56	
					57	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58	
Organismes municipaux					59	
Obligations découlant de contrats de						
location-acquisition					60	
Autres					61	1 649
					62	28 064 252
						29 011 006
Frais reportés liés à la dette à long terme					63(231 865)	(219 206)
					64	27 832 387
						28 791 800

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2015	
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres		
2016	65	73	5 235 124	81	90	98
2017	66	74	6 490 039	82	91	99
2018	67	75	3 276 341	83	92	100
2019	68	76	8 124 019	84	93	101
2020	69	77	4 854 319	85	94	102
2021 et +	70	78	84 410	86	95	103
	71	79	28 064 252	87	96	104
Intérêts et frais accessoires			88()		105()	
	72	80	28 064 252	89	97	106
						28 064 252

Note

					2015	2014
14. Actifs financiers nets (dette nette)						
Revenant à (à la charge de)						
L'organisme municipal					107	(16 730 371)
Tiers						(16 053 625)
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes					108	
Autres					109	(80 553)
					110	362 322
						(16 810 924)
						(15 691 303)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	34 436 831	139	484 323	166		193	34 921 154
Eaux usées	112	23 820 509	140	690 576	167		194	24 511 085
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	39 650 279	141	2 470 320	168		195	42 120 599
Autres	114	14 051 142	142	16 415	169		196	14 067 557
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	20 602 127	144	29 841	171		198	20 631 968
Améliorations locatives	117	148 996	145	8 590	172	37 959	199	119 627
Véhicules	118	4 613 423	146	187 303	173	383 515	200	4 417 211
Ameublement et équipement de bureau	119	3 933 213	147	62 249	174	111 585	201	3 883 877
Machinerie, outillage et équipement divers	120	6 992 202	148	165 809	175	(71 817)	202	7 229 828
Terrains	121	3 200 934	149		176		203	3 200 934
Autres	122	609 451	150		177	418 991	204	190 460
	123	<u>152 059 107</u>	151	<u>4 115 426</u>	178	<u>880 233</u>	205	<u>155 294 300</u>
Immobilisations en cours	124	<u>139 234</u>	152	<u>39 968</u>	179	<u>2</u>	206	<u>179 200</u>
	125	<u>152 198 341</u>	153	<u>4 155 394</u>	180	<u>880 235</u>	207	<u>155 473 500</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	12 663 408	154	791 144	181		208	13 454 552
Eaux usées	127	11 944 954	155	474 450	182		209	12 419 404
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	21 927 712	156	847 299	183		210	22 775 011
Autres	129	7 812 449	157	579 841	184		211	8 392 290
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	7 396 297	159	513 825	186		213	7 910 122
Améliorations locatives	132	79 522	160	13 652	187	37 957	214	55 217
Véhicules	133	2 702 746	161	308 402	188	383 513	215	2 627 635
Ameublement et équipement de bureau	134	3 359 691	162	165 916	189	83 398	216	3 442 209
Machinerie, outillage et équipement divers	135	4 705 615	163	393 094	190	(12 305)	217	5 111 014
Autres	136	<u>578 132</u>	164		191	<u>387 672</u>	218	<u>190 460</u>
	137	<u>73 170 526</u>	165	<u>4 087 623</u>	192	<u>880 235</u>	219	<u>76 377 914</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>79 027 815</u>					220	<u>79 095 586</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222	()	225	()	227	(
Valeur comptable nette	223)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	231	789 602
Immeubles industriels municipaux	232	797 202
Autres	233	
	234	789 602
		797 202
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	789 602
Note		797 202
17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance	237	164 035
Frais reportés	238	493 509
-	239	
	240	164 035
Note		493 509
18. Obligations contractuelles		
ENGAGEMENTS CONTRACTUELS		
De plus, la Ville et ses organismes contrôlés se sont engagés en vertu de contrats, à verser un montant total de 14 672 885 \$ pour les cinq prochaines années.		
Les paiements minimums exigibles sont les suivants :		
2016 - 5 828 820 \$	2019 - 1 917 011 \$	
2017 - 2 953 730 \$	2020 - 1 557 182 \$	
2018 - 2 416 142 \$		
OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE LA VILLE		
L'Office municipal d'habitation de Rosemère, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90% au déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit.		
19. Éventualités		
a) Cautionnement et garantie		
EMPRUNTS TEMPORAIRES		
La Ville bénéficie d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 2 500 000 \$, au taux préférentiel. Cette marge de crédit est utilisée pour les opérations courantes et ne devrait pas excéder 90 % des revenus de taxes et de paiements tenant lieu de taxes prévus		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

au budget de l'année courante. Au 31 décembre 2015, la marge de crédit n'est pas utilisée.

La Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville bénéficie d'un prêt à demande renouvelable d'un montant de 2 000 000 \$ portant intérêt sur avances au taux de base de la BMO moins 1/2 pour cent. Ce prêt ne comporte aucune garantie.

De plus, une facilité de crédit Master Card d'un montant de 50 000 \$ est aussi disponible

Ces facilité de crédit sont renouvelables une fois l'an pour une période de douze mois sur la base des états financiers audités de l'exercice terminé.

Le Conseil intermunicipal de transport Laurentides dispose d'une marge de crédit d'un montant maximum autorisé de 4 250 000 \$ renouvelable en septembre 2018. Tout emprunt bancaire relatif à cette marge de crédit, portant intérêts au taux préférentiel, est garanti par les comptes clients et autres créances. Au 31 décembre 2015, la marge de crédit est de 2 140 000 \$.

b) Auto-assurance

s.o.

c) Poursuites

La Ville fait l'objet de requêtes introductives d'instance provenant de promoteurs immobiliers pour un montant de 22M \$. La direction n'est pas en mesure actuellement de déterminer l'issue de ces poursuites. Par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres.

d) Autres

n/a

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

Les données budgétaires 2015 sont données à titre d'informations complémentaires pour l'administration municipale seulement.

22. Instruments financiers

s/o

	2015	2014
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	241	2 116 921
Découvert bancaire	242	()
Placements temporaires	243	3 568 340
<i>Ajouter</i>		
-	244	
-	245	
-	246	
-	247	
<i>Déduire</i>		
- Placement temporaire org. ctrl	248	()
-	249	()
-	250	()
-	251	()
-	252	()
-	253	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)		
à la fin de l'exercice	254	5 685 261
		6 355 905
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	255	5 605 900
Note		5 950 000

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

24. Fonds local d'investissement

2015

2014

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	256
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257
Autres revenus	258
	259

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260
Variation de la provision pour moins-value	261
	262
Autres charges	263
	264
Excédent (déficit) de l'exercice	265

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	266
Placements de portefeuille	267
Débiteurs	268
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269
Provision pour moins-value	270 () ()
	271
	272

Passifs

Créditeurs et charges à payer	273
Revenus reportés	274
Dette à long terme	275
	276

Solde du Fonds local d'investissement

277

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	281

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

25. Fonds local de solidarité

2015

2014

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	285

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	288
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	291

Excédent (déficit) de l'exercice

292

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	293
Placements de portefeuille	294
Débiteurs	295
Prêts aux entreprises	296
Provision pour moins-value	297 () ()
	298
	299

Passifs

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	303

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	306

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	309

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu**Note sur la dette à long terme****Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts****Note sur les autres revenus et les autres charges**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

26 Évènement postérieur à la date du bilan

Le 7 mars 2016, la ville de Rosemère a procédé à la fermeture de son service de sécurité incendie. À ce jour, les coûts relatifs à la fermeture pour les indemnités de départ et avantages sociaux sont estimés à 525 000\$. Des frais légaux ou autres résultant des contestations de la part des employés visés ou des coûts inhérents aux dispositions d'éléments d'actif pourraient également en résulter mais ces derniers ne peuvent être évalués à ce moment-ci.

27 Compétences municipales déléguées ou assumées

La Ville de Rosemère agit à titre de fournisseur de services pour les organismes municipaux suivants :

	Valeur des services rendus
Ville de Lorraine :	
Fourniture d'eau potable et cour municipale	685 430 \$
Ville de Bois-des-Filiots :	
Fourniture d'eau potable	483 657 \$
Autres :	28 437 \$

Par ailleurs, la Ville de Rosemère acquiert certains services des organismes municipaux suivants :

	Valeur des services payés
Ville de Sainte-Thérèse	
Service d'aqueduc et d'égouts :	44 548 \$
Ville de Blainville :	
Service d'aqueduc et d'égouts	31 953 \$
Ville de Boisbriand :	
Service d'aqueduc et d'égouts	32 599 \$

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 872 126	2 067 533
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 705 785	1 960 095
Réserves financières et fonds réservés	3	2 140 454	2 495 505
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 011 576)	(1 055 674)
Financement des investissements en cours	5	(714 610)	1 760 123
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	58 602 760	57 757 652
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	63 594 939	64 985 234
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	2 115 276	1 155 448
Organismes contrôlés	10	756 850	912 085
	11	2 872 126	2 067 533
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
-	12		
-	13		
- Budget subséquent	14	1 471 600	1 692 400
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	1 471 600	1 692 400
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
- Affectation au budget	22	234 185	267 695
-	23		
-	24		
	25	234 185	267 695
	26	1 705 785	1 960 095
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
- Réserves financières C.I.T.L.	27	521	484 521
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	521	484 521
Fonds réservés			
Fonds de roulement	33	358 214	435 181
Fonds parcs et terrains de jeux	34		18 979
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35		
Société québécoise d'assainissement des eaux	36		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37	1 112 686	1 339 642
Financement des activités de fonctionnement	38	224 120	209 614
Fonds local d'investissement	39		
Fonds local de solidarité	40		
Autres			
- Fonds stationnement	41	7 567	7 568
- CITL	42	207 754	
- Fonds œuvres d'art	43	7 500	
- Litiges	44	222 092	
	45	2 139 933	2 010 984
	46	2 140 454	2 495 505

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 ()) ()
Intérêts sur la dette à long terme	48 ()	10 825) (14 653)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 ()) ()
Régimes non capitalisés	50 ()	179 000) (179 000)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()	185 957) (185 957)
Autres	52 ()	445 794) (486 064)
Régimes non capitalisés	53 ()	190 000) (190 000)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 ()) ()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 ()) ()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 ()) ()
Utilisation du fonds de roulement	57 ()) ()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ()) ()
Autres	59 ()) ()
	60 ()) ()
	61 ()	1 011 576) (1 055 674)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 ()) ()
Autre financement	63 ()) ()
	64 ()	1 011 576) (1 055 674)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 901 790	1 860 252
Investissements à financer	66 (1 616 400) (100 129))
	67 (714 610)	1 760 123
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 79 095 586	79 027 815
Propriétés destinées à la revente	69 789 602	797 202
Prêts	70	
Placements à titre d'investissement	71 152 455	136 067
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 80 037 643	79 961 084
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 27 832 387	28 791 800
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 231 865	219 206
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (6 154 472) (6 808 227))
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 () ())
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 (475 542) ())
	79 21 434 238	22 202 779
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80 645	653
	81 21 434 883	22 203 432
	82 58 602 760	57 757 652

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	0
			0

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (421 169)	(358 425)
Charge de l'exercice	5 (1 351 288)	(1 371 280)
Cotisations versées par l'employeur	6 1 320 293	1 308 536
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 (452 164)	(421 169)

Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation

Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 32 906 120	28 849 951
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (34 293 479)	(32 138 956)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (1 387 359)	(3 289 005)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 935 195	2 867 836
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (452 164)	(421 169)
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 (452 164)	(421 169)

Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs

Nombre de régimes en cause	15 2	2
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 32 906 120	28 849 951
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (34 293 479)	(32 138 956)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (1 387 359)	(3 289 005)

Charge de l'exercice

Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 1 574 503	1 512 318
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 (1 812)	(902 816)
Cotisations salariales des employés	21 1 572 691	609 502
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (655 176)	(630 864)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	23 ()	()
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	24 917 515	(21 362)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	25 259 207	282 195
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	26 1 812	902 816
Variation de la provision pour moins-value	27	
Autres	28	
	29	

	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 1 178 534	1 163 649
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 1 810 344	1 625 317
Rendement espéré des actifs	33 (1 637 590)	(1 417 686)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 172 754	207 631
Charge de l'exercice	35 1 351 288	1 371 280
	36	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 3 294 116	3 163 073
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (1 637 590)	(1 417 686)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 1 656 526	1 745 387
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 15 095	413 200
Prestations versées au cours de l'exercice	41 1 213 416	1 220 586
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 33 749 120	30 129 251
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9	44	
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	45 84 000	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	46 17	17
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,70 %	5,70 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,70 %	5,70 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,50 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,50 %	2,12 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 0,00 %	0,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 0,00 %	0,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56 0	57 1	58 0

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 (427 000)	(380 000)
Charge de l'exercice	60 (60 000)	(51 000)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61 7 000	4 000
Passif à la fin de l'exercice	62 (480 000)	(427 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 (530 000)	(472 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64 50 000	45 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (480 000)	(427 000)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66 34 000	25 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67	25 000
	68 <u>34 000</u>	<u>25 000</u>
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69 ()	()
	70 34 000	25 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71 7 000	6 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72	72
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73	73
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74	74
Autres	75	75
	76	76
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77 <u>41 000</u>	<u>31 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78 19 000	20 000
Charge de l'exercice	79 <u>60 000</u>	<u>51 000</u>
Informations complémentaires		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80 (12 000)	4 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81 12	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82 3,50 %	3,80 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85 4,92 %	5,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86 3,50 %	3,50 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87 2032	2032
Autres hypothèses économiques		
- Taux de croissance soins santé	88 3	3
-	89	

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91 _____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 1

Description des régimes et autres renseignements

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	93 <u>7 285</u>	6 940

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

94 Oui
 95 Non

	2015	2014
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	96 <u>24</u>	30

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2015	2014
Cotisations des élus au RREM	97 <u>292</u>	552
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	98 <u>1 465</u>	2 255
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	99 <u>1 465</u>	2 255
100	<u>1 465</u>	<u>2 255</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015

Administration municipale

Dette à long terme	1	25 590 300
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	1 616 400
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres	5	
-	6	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	1 112 686
Débiteurs	8	4 323 032
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	872 185
Autres	12	
-	13	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	20 898 797
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	21 511 703
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	156 842
Autres organismes	19	

Endettement total net à long terme	20	21 668 545
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	21 668 545
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	<i>Administration municipale</i>		<i>Données consolidées</i>	
	<i>Budget</i> <i>2015</i>	<i>Réalisations</i> <i>2015</i>	<i>Réalisations</i> <i>2015</i>	<i>Réalisations</i> <i>2014</i>
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	17 274 600	17 161 445	17 161 445
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	2 119 000	2 107 118	2 107 118
Activités de fonctionnement	3			1 945 826
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8	4 400	2 766	2 766
	9	19 398 000	19 271 329	19 271 329
				18 324 224
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	1 445 700	1 584 997	1 584 997
Égout	11			1 237 501
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	1 282 200	1 343 472	1 343 472
Autres				1 286 233
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	58 000	62 036	62 036
Service de la dette	18	783 600	778 439	778 439
Activités de fonctionnement	19		6 200	6 200
Activités d'investissement	20			
	21	3 569 500	3 775 144	3 775 144
				3 405 638
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	3 569 500	3 775 144	3 775 144
				3 405 638
	26	22 967 500	23 046 473	23 046 473
				21 729 862

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	<i>Administration municipale</i>		<i>Données consolidées</i>	
	<i>Budget</i> <i>2015</i>	<i>Réalisations</i> <i>2015</i>	<i>Réalisations</i> <i>2015</i>	<i>Réalisations</i> <i>2014</i>
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	500		428
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	500		428
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	77 800	70 000	70 000
Cégeps et universités	33			101 448
Écoles primaires et secondaires	34	412 600	505 517	505 517
	35	490 400	575 517	424 553
526 001				
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	490 900	575 517	575 517
				526 429
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	490 900	575 517	575 517
				526 429

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53			4 738
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	30 100	7 461	8 660
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		1 840 948	1 107 932
Transport adapté	61		206 338	110 129
Transport scolaire	62		194 994	80 987
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
l'eau potable	67	53 700	55 490	60 721
Réseau de distribution de l'eau potable	68		40 280	40 280
Traitement des eaux usées	69			11 656
Réseaux d'égout	70		9 461	61 672
Autres				107 043
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71		9 461	12 125
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	119 000	104 113	104 113
Tri et conditionnement	73			116 803
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			67 069
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83	4 000	2 330	2 330
Promotion et développement économique	84			3 195
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	32 900	28 979	28 979
Activités culturelles				30 735
Bibliothèques	87	61 700	67 637	67 637
Autres	88		6 000	6 000
Réseau d'électricité	89			12 916
	90	301 400	321 751	2 630 441
				1 801 809

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	532 000	187 637	187 637
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			46 067
Transport adapté	100			54 565
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107	286 400	101 035	101 035
Traitement des eaux usées	108			670 630
Réseaux d'égout	109	545 600	192 448	192 448
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	1 364 000	481 120	527 187
				725 195

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	188 600	214 609	214 609
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137		4 914	4 829
	138	188 600	214 609	219 523
TOTAL DES TRANSFERTS	139	1 854 000	1 017 480	3 377 151
				2 720 324

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140	142 000	134 439	141 120
Évaluation	141			
Autres	142	213 500	215 143	158 647
	143	355 500	349 582	299 767
Sécurité publique				
Police	144			49 004
Sécurité incendie	145	34 000	13 768	13 768
Sécurité civile	146			528 246
Autres	147			
	148	34 000	13 768	62 772
Transport				
Réseau routier				
Voie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151	100 000		
Transport collectif	152			
Autres	153		94 894	94 894
	154	100 000	94 894	107 757
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	1 161 500	1 052 999	960 218
Réseau de distribution de l'eau potable	156			978 183
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158	14 900	14 669	14 669
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			131 922
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	1 176 400	1 067 668	974 887
				1 126 592
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	1 665 900	1 525 912	1 440 619
				2 087 742

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	51 400	77 221	98 881
Sécurité publique	183	16 900	15 109	142 630
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			1 865 919
Transport adapté	186			110 678
Transport scolaire	187			59 981
Autres	188			119 652
Autres	189	21 000	19 360	19 360
Hygiène du milieu	190	18 300	17 314	17 314
Santé et bien-être	191			78 524
Aménagement, urbanisme et développement	192	28 800	21 350	21 350
Loisirs et culture	193	244 800	258 622	258 622
Réseau d'électricité	194			239 690
	195	381 200	408 976	2 654 406
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	2 047 100	1 934 888	3 907 927
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	100 000	135 390	135 390
Droits de mutation immobilière	198	905 800	1 184 315	1 184 315
Droits sur les carrières et sablières	199			886 321
Autres	200			
	201	1 005 800	1 319 705	1 319 705
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	704 400	840 323	1 660 188
INTÉRÉTS	203	151 000	240 042	255 939
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		99 543	99 841
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		11 013	11 013
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207		9 198	9 198
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			53 700
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210			65 780
Autres	211		81 182	101 657
	212		200 936	221 709
				155 967

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015		Réalisations 2015		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2015	2014
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	402 600	348 406	14 196	362 602	362 602
Application de la loi	2	489 000	477 644	19 471	497 115	497 115
Gestion financière et administrative	3	1 416 900	1 329 642	54 191	1 383 833	1 383 833
Greffé	4	467 600	536 583	21 863	558 446	558 446
Évaluation	5	165 900	234 516	5 970	240 486	240 486
Gestion du personnel	6	313 100	335 238	13 671	348 909	348 909
Autres	7	358 400	495 368	18 437	513 805	514 390
	8	3 613 500	3 757 397	147 799	3 905 196	3 719 129
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	4 272 400	4 254 638	21 125	4 275 763	5 276 789
Sécurité incendie	10	2 030 100	2 000 863	181 145	2 182 008	2 182 008
Sécurité civile	11	8 800	4 795	1 309	6 104	6 104
Autres	12				11 230	12 744
	13	6 311 300	6 260 296	203 579	6 463 875	7 476 131
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	1 966 900	1 991 957	1 057 975	3 049 932	3 049 932
Enlèvement de la neige	15	922 600	713 162	45 486	758 648	758 648
Éclairage des rues	16	240 900	231 196		231 196	231 196
Circulation et stationnement	17	140 700	121 779		121 779	121 779
Transport collectif						
Transport en commun	18	3 136 700	2 635 549	121 744	2 757 293	7 734 972
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	8 600	8 572		8 572	8 572
	22	6 416 400	5 702 215	1 225 205	6 927 420	11 905 099
						9 337 336

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015		Réalisations 2015		Réalisations 2015	Réalisations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 538 700	1 517 128	419 076	1 936 204	1 936 204
Réseau de distribution de l'eau potable	24	469 900	599 031	517 662	1 116 693	961 821
Traitement des eaux usées	25	958 800	938 284		938 284	1 043 905
Réseaux d'égout	26	675 700	581 968	464 086	1 046 054	1 016 148
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	348 500	334 320		334 320	334 320
Élimination	28	353 300	319 974		319 974	308 639
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	414 600	417 304	9 032	426 336	414 499
Tri et conditionnement	30	112 200	107 491		107 491	140 668
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	338 700	270 058		270 058	171 164
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	124 400	109 277		109 277	102 196
Autres	39	8 600	8 572		8 572	7 602
	40	5 343 400	5 203 407	1 409 856	6 613 263	6 718 884
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	218 700	218 583		218 583	218 583
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	218 700	218 583		218 583	193 847
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	627 000	534 946	21 812	556 758	556 758
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50	34 300	34 289		34 289	34 289
Autres	51					
	52	661 300	569 235	21 812	591 047	631 104

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	Administration municipale				Données consolidées			
	Budget 2015		Réalisations 2015		Réalisations 2015	Réalisations 2014		
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total				
LOISIRS ET CULTURE								
Activités récréatives								
Centres communautaires	53	504 800	475 806	111 911	587 717	549 425		
Patinoires intérieures et extérieures	54	627 100	582 797	137 082	719 879	724 442		
Piscines, plages et ports de plaisance	55	159 400	155 786	36 618	192 404	177 529		
Parcs et terrains de jeux	56	843 700	796 400	187 314	983 714	1 001 099		
Parcs régionaux	57							
Expositions et foires	58	214 900	183 861	43 231	227 092	268 680		
Autres	59	115 800	115 720		115 720	102 625		
	60	2 465 700	2 310 370	516 156	2 826 526	2 823 800		
Activités culturelles								
Centres communautaires	61	148 500	114 647	55 956	170 603	169 530		
Bibliothèques	62	1 080 200	1 033 706	59 633	1 093 339	1 126 874		
Patrimoine								
Musées et centres d'exposition	63	21 000	53 491		53 491	20 078		
Autres ressources du patrimoine	64							
Autres	65							
	66	1 249 700	1 201 844	115 589	1 317 433	1 316 482		
	67	3 715 400	3 512 214	631 745	4 143 959	4 140 282		
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ								
	68							
FRAIS DE FINANCEMENT								
Dette à long terme								
Intérêts	69	797 900	613 866		613 866	687 441		
Autres frais	70	9 400	6 990		6 990	8 210		
Autres frais de financement								
Avantages sociaux futurs	71	95 000	93 000		93 000	191 754		
Autres	72	103 900	89 023		89 023	95 113		
	73	1 006 200	802 879		802 879	982 518		
						1 098 646		
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS								
	74	3 626 400	3 639 996	(3 639 996)				

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47



Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Rosemère

Raymond Chabot Grant Thornton

S.E.N.C.R.L.
Bureau 300
Les Tours Triomphe
2500, boul. Daniel-Johnson
Laval (Québec) H7T 2P6

Téléphone : 514 382-0270
Télécopieur : 514 875-9797
www.rcgt.com

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Ville de Rosemère (ci-après la « municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'un taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été établi afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

Raymond Chabot Grant Thornton, S.E. N.C. R. L.

Laval

Le 16 mai 2016

¹ CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A119220

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>23 046 473</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u></u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	<u></u>
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	<u></u>
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	<u></u>
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	<u></u>
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	<u></u>
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	<u></u>
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u></u>
Revenus de taxes	11	<u>23 046 473</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	23 046 473
------------------	---	------------

Ajouter

Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	
--	---	--

Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	
--	---	--

Total partiel	4	23 046 473
----------------------	----------	-------------------

Déduire

Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
--	--	--

Taxes d'affaires	5	
------------------	---	--

Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
--	---	--

Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	6 023 728
--	---	-----------

Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	62 036
---	---	--------

Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	10	6 085 764
--	---	----	------------------

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11	16 960 709
---	-----------	-------------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effectuée ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1 <u>2 596 042 600</u>
Évaluation des immeubles imposables effectuée ¹ au 31 décembre 2015 ²	2 <u>2 603 575 800</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>2 599 809 200</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>16 960 709</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>2 599 809 200</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6 <u>16 960 709</u> / 100 \$

ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Évaluation des immeubles imposables effectuée au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7 <u> </u>
Évaluation des immeubles imposables effectuée au 31 décembre 2015 ²	8 <u> </u>
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 <u> </u>

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	572 800	476 703	476 703
Usines de traitement de l'eau potable	2		7 429	7 429
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	1 091 200	682 423	682 423
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			11 909
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 864 000	2 403 850	2 403 850
Ponts, tunnels et viaducs	7		59 408	59 408
Systèmes d'éclairage des rues	8			415 664
Aires de stationnement	9			81 178
Parcs et terrains de jeux	10			118 205
Autres infrastructures	11			319 362
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	150 000	29 841	29 841
Édifices communautaires et récréatifs	14	44 400	14 970	14 970
Améliorations locatives	15			8 590
Véhicules				10 978
Véhicules de transport en commun	16		147 689	147 689
Autres	17	175 000		39 613
Ameublement et équipement de bureau	18	35 000	41 093	77 234
Machinerie, outillage et équipement divers	19	246 000	114 600	207 644
Terrains	20			121 557
Autres	21			102 371
	22	6 178 400	3 978 006	4 155 394
				3 277 564

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		476 703	476 703
Usines de traitement de l'eau potable	24		7 429	7 429
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26		682 423	682 423
Autres infrastructures	27		2 463 258	2 463 258
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				1 433 516
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		348 193	525 581
	34		3 978 006	4 155 394
				3 277 564

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dette à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	29 009 357	2 667 494	3 614 248	28 062 603
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec					
et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de					
location-acquisition	5				
Autres	6	1 649			1 649
	7	29 011 006	2 667 494	3 614 248	28 064 252
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	1 339 641	313 080	540 035	1 112 686
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	3 799 406		673 722	3 125 684
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	17 063 732	1 862 991	1 686 647	17 240 076
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	22 202 779	2 176 071	2 900 404	21 478 446
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec					
et ses entreprises	16	6 804 065	491 423	713 844	6 581 644
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18	4 162			4 162
	19	6 808 227	491 423	713 844	6 585 806
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	6 808 227	491 423	713 844	6 585 806
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	6 808 227	491 423	713 844	6 585 806
Dette en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	29 011 006	2 667 494	3 614 248	28 064 252
Note					

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	76 800	76 973	70 609
Sécurité publique				
Police	4	4 100 500	4 104 463	137 350
Sécurité incendie	5			150 610
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	2 015 600	1 535 227	(677 638)
Autres	10			(80 582)
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	961 200	943 258	19 669
Matières résiduelles	12			35 672
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	37 200	37 044	37 044
Rénovation urbaine	19			35 683
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	7 191 300	6 696 965	(406 602)
				211 992

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale					
Cadres et contremaîtres	1	23,01	35,00	2 046 751	590 456
Professionnels	2				
Cols blancs	3	41,60	35,00	2 032 501	586 344
Cols bleus	4	31,67	40,00	2 069 567	597 037
Policiers	5				
Pompiers	6	19,25	36,00	949 031	273 780
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7				
	8	115,53		7 097 850	2 047 617
Élus	9	7,00		266 760	18 066
	10	122,53		7 364 610	2 065 683
					9 430 293

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	55 490			55 490
Réseau de distribution de l'eau potable	13	69 782	71 533		141 315
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15	65 655	136 253		201 908
Autres	16	485 920	132 847		618 767
	17	676 847	340 633		1 017 480

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	Charges avant amortissement	Amortissement des immo- bilisations	Charges	Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement	=
							+
Administration générale							
Application de la loi	1 477 644	27 19 471	53 497 115	79 134 439	105 362 676	131	
Évaluation	2 234 516	28 5 970	54 240 486	80	106 240 486	132	
Autres	3 3 045 237	29 122 358	55 3 167 595	81 292 364	107 2 875 231	133	99 988
	4 3 757 397	30 147 799	56 3 905 196	82 426 803	108 3 478 393	134	99 988
Sécurité publique							
Police	5 4 254 638	31 21 125	57 4 275 763	83 15 109	109 4 260 654	135	
Sécurité incendie	6 2 000 863	32 181 145	58 2 182 008	84 13 768	110 2 168 240	136	38 481
Sécurité civile	7 4 795	33 1 309	59 6 104	85	111 6 104	137	
Autres	8	34	60	86	112	138	
	9 6 260 296	35 203 579	61 6 463 875	87 28 877	113 6 434 998	139	38 481
Transport							
Réseau routier							
Voirie municipale	10 1 991 957	36 1 057 975	62 3 049 932	88 4 460	114 3 045 472	140	208 513
Enlèvement de la neige	11 713 162	37 45 486	63 758 648	89	115 758 648	141	2 620
Autres	12 352 975	38	64 352 975	90 94 894	116 258 081	142	3 246
Transport collectif	13 2 635 549	39 121 744	65 2 757 293	91 14 900	117 2 742 393	143	
Autres	14 8 572	40	66 8 572	92	118 8 572	144	
	15 5 702 215	41 1 225 205	67 6 927 420	93 114 254	119 6 813 166	145	214 379
Hygiène du milieu							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16 1 517 128	42 419 076	68 1 936 204	94 1 067 668	120 868 536	146	90 877
Réseau de distribution de l'eau potable	17 599 031	43 517 662	69 1 116 693	95	121 1 116 693	147	185 764
Traitement des eaux usées	18 938 284	44	70 938 284	96	122 938 284	148	90 962
Réseaux d'égout	19 581 968	45 464 086	71 1 046 054	97	123 1 043 465	149	
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés	20 654 294	46	72 654 294	98	124 654 294	150	
Matières recyclables	21 794 853	47 9 032	73 803 885	99	125 803 885	151	7 789
Autres	22	48	74	100	126 (14 725)	152	
Cours d'eau	23	49	75	101	127	153	
Protection de l'environnement	24 109 277	50	76 109 277	102	128 109 277	154	
Autres	25 8 572	51	77 8 572	103	123 8 572	155	
	26 5 203 407	52 1 409 856	78 6 613 263	104 1 084 982	130 5 528 281	156	375 392

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	Charges avant amortissement	Amortissement des immo- bilisations	Charges	Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être						
Logement social	157 218 583	172 187	218 583	202 217	218 583	232
Sécurité du revenu	158	173 188		203 216		233
Autres	159	174 189		204 219		234
	160 218 583	175 190	218 583	205 220	218 583	235
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	161 534 946	176 21 812	556 758	206 21 350	535 408	236
Rénovation urbaine	162	177 192		207 222		237
Promotion et développement économique	163 34 289	178 193	34 289	208 223	34 289	238
Autres	164	179 194		209 224		239
	165 569 235	180 21 812	591 047	210 21 350	569 697	240 12 526
Loisirs et culture						
Activités récréatives	166 2 310 370	181 516 156	2 826 526	211 188 872	2 637 654	241 24 429
Activités culturelles						
Bibliothèques	167 1 033 706	182 59 633	1 093 339	212 18 543	1 074 796	242 37 669
Autres	168 168 138	183 55 956	224 094	213 51 207	172 887	243 15
	169 3 512 214	184 631 745	4 143 959	214 258 622	3 885 337	244 62 113
Réseau d'électricité						
	170	185 200		215 230		245
	171 25 223 347	186 3 639 996	28 863 343	216 1 934 888	26 928 455	246 802 879

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015*Non audité*

	2015	2014
Rémunération	1	
Charges sociales	2	
Biens et services	3	3 978 006
Frais de financement	4	
Autres	5	
	6	3 978 006
		3 057 342

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	1 155 448	2 156 353
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	1 155 448	2 156 353
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	522 765	316 495
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		(938 900)
Activités d'investissement	6	437 063	(378 500)
Excédent de fonctionnement affecté	7		
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	959 828	(1 000 905)
Solde à la fin de l'exercice	12	2 115 276	1 155 448
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	1 692 400	1 269 401
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		(1)
Solde redressé au début de l'exercice	15	1 692 400	1 269 400
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(220 800)	893 000
Activités d'investissement	17		(470 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18		
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(220 800)	423 000
Solde à la fin de l'exercice	22	1 471 600	1 692 400
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	2 010 984	1 422 295
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	(77)	(1)
Solde redressé au début de l'exercice	25	2 010 907	1 422 294
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	109 246	279 675
Activités d'investissement	27	(293 300)	(286 648)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	313 080	595 663
	30	129 026	588 690
Solde à la fin de l'exercice	31	2 139 933	2 010 984

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (634 000)	(660 000)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (634 000)	(660 000)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 (26 000)	(26 000)
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites		
d'enfouissement	39 ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	40 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	41 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	42 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()	()
Autres	44 ()	()
	45 (26 000)	(26 000)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ()	()
Autre financement	47 ()	()
	48 (26 000)	(26 000)
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	49	
Remboursement de la dette à long terme liée aux		
activités de fonctionnement	50	
	51	
Solde à la fin de l'exercice	52 (608 000)	(634 000)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	53 1 840 365	366 023
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	
Solde redressé au début de l'exercice	55 1 840 365	366 023
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à		
des fins fiscales	56 (2 271 500)	2 070 005
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57	
Excédent de fonctionnement affecté	58	
Réserves financières et fonds réservés	59 (313 080)	(595 663)
	60 (2 584 580)	1 474 342
Solde à la fin de l'exercice	61 (744 215)	1 840 365
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	62 52 497 008	54 390 405
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63	
Solde redressé au début de l'exercice	64 52 497 008	54 390 405
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	65	
Excédent de fonctionnement affecté	66	
Variation résiduelle de l'exercice	67 1 199 745	(1 893 397)
Solde à la fin de l'exercice	68 53 696 753	52 497 008

FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	RÈGLEMENT N°	MONTANT AUTORISÉ
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>800 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	4	
	5	<u>800 000</u>
Diminution	6	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>800 000</u>

SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé 1	2	3	4	5 () 6			7
Montant réservé pour le service de la dette 8	1 339 641 9	10	11 313 080 12 () 13	540 035) 14	1 112 686		
15	1 339 641 16	17	18 313 080 19 () 20	540 035) 21	1 112 686		

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	2015		2014	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Ventes d'électricité				
Domestique et agricole	1			
Générale et institutionnelle	2			
Industrielle	3			
Autres	4			
Autres revenus	5			
	6			
Charges				
Achat d'énergie	7			
Taxe sur le revenu brut	8			
Frais d'exploitation	9			
Autres frais	10			
Frais de financement	11			
Amortissement des immobilisations	12			
	13			
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	()	()	()
	15			
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16			
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	17			
Produit de cession	18			
(Gain) perte sur cession	19			
Réduction de valeur	20			
	21			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22			
Remboursement de la dette à long terme	23	()	()	()
	24			
Affectations				
Activités d'investissement	25	()	()	()
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26			
Excédent de fonctionnement affecté	27			
Réserves financières et fonds réservés	28			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30			
	31			
	32			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33			

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

Taxes sur la valeur foncière	Du 100 \$ d'évaluation
Taxes générales	
Taxe foncière générale (taux unique)	1 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxe foncière générale (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	5 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	7 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	12 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	14 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	19 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
* Catégorie des immeubles agricoles	21 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	26 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	28 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (Montant fixe)		Par unité de logement
Eau	1	1 7 0 , 0 0 \$
Égout	2	, \$
Eau et égout	3	, \$
Traitement des eaux usées	4	, \$
Matières résiduelles	5	2 5 0 , 0 0 \$
		% de la valeur locative
Taxe d'affaires sur la valeur locative	6	, %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Taxes de répartition locales	2		
Taxes de répartition locales	3		
	7		Bac à l'unité

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9 _____ \$		
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10 _____ \$		
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13 _____ \$		
b) autres formes d'aide	14 _____ \$		
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17 _____ \$		
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20 _____ \$		
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21 _____		
	22 <input checked="" type="checkbox"/>		

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

OUI

NON

S.O.

23 24

Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?

25 26

9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?

27 28 29

Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement

10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

30 31

11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

32 33

AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse	100 rue Charbonneau (no) (rue)	J7A 3W1 (Code postal)
	Rosemère (Municipalité)	
Téléphone	(450) 621-3500 (ind. rég.) (numéro)	
Télécopieur	(450) 621-7601 (ind. rég.) (numéro)	
Courriel	<u>llefebvre@ville.rosemere.qc.ca</u>	

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom	<u>Stéphane Dubé</u>
Téléphone	(450) 621-3500 (ind. rég.) (numéro)
Télécopieur	(450) 621-7601 (ind. rég.) (numéro)
Courriel	<u>sdube@ville.rosemere.qc.ca</u>

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom	<u>Raymond Chabot Grant Thornton</u>
Titre	<u>Auditeur</u>
Adresse	2500 boul. Daniel Johnson, suite 300 (no) (rue)
	Laval (Municipalité)
Téléphone	(514) 382-0270 (ind. rég.) (numéro)
Télécopieur	(514) 875-9797 (ind. rég.) (numéro)
Courriel	<u>joly.alexandre@rcgt.com</u>
Responsable du dossier	<u>Alexandre Joly, CPA, CA</u>

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom	
Titre	
Adresse	(no) (rue)
	(Municipalité)
Téléphone	(ind. rég.) (numéro)
Télécopieur	(ind. rég.) (numéro)
Courriel	

RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015	1
Facteur comparatif	2
Valeur uniformisée	3

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Stéphane Dubé, atteste que le rapport financier consolidé de Rosemère pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-06-13.

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Rosemère.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Rosemère consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Rosemère détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de (1 390 295) \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de ,6524 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-05-31 09:52:10

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Rosemère

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalisations 2014	Budget 2015	Réalisations 2015		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus					
Fonctionnement	1 27 548 213	27 856 700	28 694 244	12 567 960	34 024 520
Investissement	2 715 830	1 364 000	481 120	46 067	527 187
	3 28 264 043	29 220 700	29 175 364	12 614 027	34 551 707
Charges	4 28 646 316	30 912 600	29 666 222	13 513 464	35 942 002
Excédent (déficit) de l'exercice	5 (382 273)	(1 691 900)	(490 858)	(899 437)	(1 390 295)
Moins : revenus d'investissement	6 (715 830) (1 364 000) (481 120) (46 067) (527 187)				
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7 (1 098 103)	(3 055 900)	(971 978)	(945 504)	(1 917 482)
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Amortissement des immobilisations	8 3 640 430	3 626 400	3 639 996	447 627	4 087 623
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9 138 650	103 900	102 817		102 817
Remboursement de la dette à long terme	10 (1 983 291) (2 103 900) (2 297 592) (104 875) (2 402 467)				
Affectations					
Activités d'investissement	11 (186 420) (27 100) (60 568) (37 195) (97 763)				
Excédent (déficit) accumulé	12 (259 775)	1 456 600	85 554	839 247	924 801
Autres éléments de conciliation	13 65 004		24 536	2 070	26 606
	14 1 414 598	3 055 900	1 494 743	1 146 874	2 641 617
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15 316 495	522 765	201 370		724 135

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

	2014	2015	2014	2014
	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers				
Débiteurs	1	8 531 340	8 817 291	11 206 003
Autres	2	5 636 355	4 341 283	6 140 216
	3	14 167 695	13 158 574	17 346 219
Passifs				
Dette à long terme	4	25 973 880	25 359 686	27 832 387
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	298 000	394 000	932 164
Autres	6	3 949 440	4 135 259	5 392 592
	7	30 221 320	29 888 945	34 157 143
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(16 053 625)	(16 730 371)	(16 810 924)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	73 215 554	73 553 564	79 095 586
Autres	10	1 400 276	1 248 154	1 310 277
	11	74 615 830	74 801 718	80 405 863
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	1 155 448	2 115 276	2 872 126
Excédent de fonctionnement affecté	13	1 692 400	1 471 600	1 705 785
Réserves financières et fonds réservés	14	2 010 984	2 139 933	2 140 454
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	15	(634 000)	(608 000)	(1 011 576)
Financement des investissements en cours	16	1 840 365	(744 215)	(714 610)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	17	52 497 008	53 696 753	58 602 760
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	18			
	19	58 562 205	58 071 347	63 594 939
				64 985 234

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
-	20	
-	21	
- Budget subséquent	22	1 471 600
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
-	27	
-	28	
	29	1 471 600
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
	30	234 185
	31	1 705 785
Réserves financières	32	521
Fonds réservés	33	2 139 933
	34	3 846 239
		4 455 600

Extrait du rapport financier, page S23-1

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalisations 2014	Budget 2015	Réalisations 2015	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement				
Taxes	1 21 729 862	22 967 500	23 046 473	23 046 473
Compensations tenant lieu de taxes	2 526 429	490 900	575 517	575 517
Quotes-parts	3			
Transferts	4 579 780	490 000	536 360	2 849 964
Services rendus	5 2 643 645	2 047 100	1 934 888	4 095 025
Autres	6 2 068 497	1 861 200	2 601 006	3 457 541
	7 27 548 213	27 856 700	28 694 244	34 024 520
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10 670 630	1 364 000	481 120	527 187
Autres	11 45 200			
	12 715 830	1 364 000	481 120	527 187
	13 28 264 043	29 220 700	29 175 364	34 551 707

Extrait du rapport financier, page S7

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015		Réalisations 2015		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2015	2014
Administration générale						
Évaluation	1	165 900	234 516	5 970	240 486	240 486
Autres	2	3 447 600	3 522 881	141 829	3 664 710	3 665 295
Sécurité publique						
Police	3	4 272 400	4 254 638	21 125	4 275 763	5 276 789
Sécurité incendie	4	2 030 100	2 000 863	181 145	2 182 008	2 182 008
Autres	5	8 800	4 795	1 309	6 104	17 334
Transport						
Réseau routier	6	3 271 100	3 058 094	1 103 461	4 161 555	4 161 555
Transport collectif	7	3 136 700	2 635 549	121 744	2 757 293	7 734 972
Autres	8	8 600	8 572		8 572	8 572
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	3 643 100	3 636 411	1 400 824	5 037 235	5 142 856
Matières résiduelles	10	1 567 300	1 449 147	9 032	1 458 179	1 458 179
Autres	11	133 000	117 849		117 849	117 849
Santé et bien-être	12	218 700	218 583		218 583	218 583
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	627 000	534 946	21 812	556 758	556 758
Promotion et développement économique	14	34 300	34 289		34 289	34 289
Autres	15					30 407
Loisirs et culture	16	3 715 400	3 512 214	631 745	4 143 959	4 143 959
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	1 006 200	802 879		802 879	982 518
Amortissement des immobilisations	19	3 626 400	3 639 996	(3 639 996)		
	20	30 912 600	29 666 222		29 666 222	35 942 002
						32 454 674

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3